



Non à la RGPP dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

- Les syndicats CGT, CFDT, CFTC et SUD de l'INRA vous rappellent qu'ils ont fait adopter une motion par le CTP de l'INRA rejetant les conclusions du premier* audit mené à l'Inra (sur les fonctions "support"). *L'audit des fonctions "support" est le premier audit mené : en effet, d'autres audits (fonctions "soutien", unités expérimentales...) sont au programme pour cette année, c'est donc tout de suite qu'il faut manifester notre rejet des méthodes employées.
- Les syndicats CGT, CFDT, CFTC et SUD de l'INRA vous rappellent que ce rapport doit être présenté et discuté au prochain Conseil d'Administration de l'Institut du 7 avril prochain.

Dans cette perspective, les syndicats de l'INRA vous appellent donc à manifester, vous aussi, et très vite, votre désaccord en contresignant le texte de la motion commune des 4 syndicats de l'INRA :

- « Le CTP conteste la méthode et rejette les recommandations du rapport d'audit des fonctions support de l'INRA réalisé par l'IGAENR. Il demande à la DG de ne pas en reprendre les recommandations. »
 - Motion adoptée par le CTP de l'Inra du 11/03/2011 : 10 Pour Cgt, Cfdt, Cftc, Sud - 10 Nppv (Administration). -
 - Retour des [signatures groupées](#) par fax (01.39.02.14.50) ou par mail directement au syndicat de votre choix. -

- Enfin les syndicats CGT, CFDT, CFTC et SUD de l'INRA vous informent d'un communiqué du 23 mars dernier de l'intersyndicale Enseignement Supérieur et Recherche :

Non à la RGPP dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

Dans le cadre de la procédure de RGPP, étendue actuellement aux opérateurs de l'Etat et donc à certains établissements d'enseignement supérieur et de recherche, le premier ministre a chargé l'IGAENR d'une mission d'audit sur les emplois correspondant aux fonctions supports et sur ceux correspondant aux fonctions soutien de la recherche. Cet audit a pour objectif de proposer « des pistes d'économies possibles ». La demande est plus explicite : il s'agit d'identifier « notamment les pistes de rationalisation des fonctions support au sein de chaque opérateur audité et de mutualisations avec d'autres opérateurs ou avec des services de l'Etat. « ... plus précisément « entre organisme et université au sein des unités mixtes de recherche ». Il est aussi préconisé d'examiner les procédures d'externalisation, notamment pour les fonctions achat.

Au-delà des fonctions support, c'est toutes les fonctions qui sont visées. Après l'INRA, ce processus s'applique cette année au CNRS, à l'Inserm, à l'IRD et au Cirad. Il touchera ensuite tous les EPST, toutes les universités. Cet audit va dans le même sens que les discours de la Ministre qui préconisent le regroupement d'activités (par exemple la gestion du personnel) et incitent à externaliser les activités considérées comme ne représentant pas le coeur du métier (gardiennage, standard, ...).

Dans ce cadre, c'est 4 000 emplois qui seraient déjà touchés par le projet de réorganisation du CNRS, dont 4 à 500 suppressions sèches, le reste se répartissant entre externalisation, réorganisations internes entraînant des mobilités imposées ou développement de services mutualisés de gestion avec les universités. La direction annonce une réorganisation des tâches entre les délégations, que ce soit en région parisienne (suppression de 2 délégations sur les 6) ou en la province (déconcentration de services à vocation nationale comme la paye, la facturation centralisée des commandes ou le service des affaires européennes).

Les orientations du rapport sur l'INRA, rédigé dans le cadre de cet audit, ne s'inscrivent pas dans une logique de service public. La plupart des indicateurs de performance avancés ne relèvent que d'une simple logique comptable : nombre moyen de pièces comptables et financières traitées par Equivalent Temps Plein, nombre de repas servis au sein des restaurants de l'INRA, montant moyen de budget exécuté ou nombre de personnes physiques gérées, taux d'externalisation des fonctions. Pour se donner une allure de sérieux, le rapport compare avec des données pour les universités, mais celles-ci ne sont ni crédibles, ni pertinentes. Le rapport fait des propositions (réformes territoriales accentuant le pouvoir des directions, mutualisations comme pour les achats, externalisations pour la restauration collective), qui ont pour objectif de limiter l'emploi public, sans tenir compte des besoins scientifiques. Et les conditions de travail de tous, titulaires et précaires, risquent de s'en trouver aggraver (mutations forcées...).

Les organisations soussignées appellent les personnels des EPST et des établissements d'enseignement supérieur à s'exprimer publiquement contre le démantèlement progressif des organismes et la disparition des emplois publics d'enseignement et de recherche, et notamment le 31 mars au matin (9 h) devant le CNRS ou en régions. FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP) - CGT (SNTRS, FERC Sup, CGT-INRA) - CFDT (SGEN Recherche EPST) - CFTC-INRA - UNSA (SUP Recherche, SNPTES) - SOLIDAIRES (SUD Recherche EPST) - SLR.

CFDT cfdtinra@versailles.inra.fr
Intranet : <https://intranet.inra.fr/cfdt/>
Internet : <http://www.cfdtinra.net/>

CFTC cftcinra@versailles.inra.fr
Intranet : <https://intranet.inra.fr/cftc/>

CGT cgt@inra.fr
Intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt/>
Internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

SUD contactinra@sud-recherche.org
Intranet : <https://intranet.inra.fr/sud-inra/>
Internet : <http://www.sud-recherche.org/>